

«La mentalité d'entrepreneur indépendant est un mythe dans le monde agricole»

Dimanche 30 mars 2008

[Marc Menichini](#) [1]

AGRICULTURE - A l'heure où les menaces sur la paysannerie suisse se multiplient, Rudi Berli, agriculteur et syndicaliste, se bat pour la souveraineté alimentaire du pays.

L'agriculture suisse a-t-elle encore un avenir? Ouverture prochaine de négociation avec l'Union européenne (UE) en vue d'un accord de libre échange agricole, diminution constante du nombre d'exploitations, volonté politique de diminuer les moyens financiers octroyés aux paysans suisses: autant de défis auxquels se mesure l'agriculture suisse.

D'ici à 2016, en effet, la Confédération espère une ouverture complète de son marché de produits agricoles. «Une chance pour les paysans», se réjouit Doris Leuthard, conseillère fédérale en charge du Département de l'économie. «Une folie qui sacrifiera notre production alimentaire», réplique Rudi Berli, secrétaire d'Uniterre, le syndicat des paysans suisses.

Inutile de lui parler de rentabilité économique, la souveraineté alimentaire n'a pas de prix à ses yeux. Agriculteur aux Jardins de Cocagne, une coopérative maraîchère où les fruits et les légumes sont la «propriété des consommateurs», Rudi Berli croit fermement au potentiel de l'agriculture de proximité. Entretien.

L'Union suisse des paysans (USP) dénonce le projet d'accord de libre échange avec l'UE1: elle craint des pertes de 50% du revenu agricole. Partagez-vous ses positions?

L'USP prône momentanément le rejet. Mais elle parle déjà de négocier des compensations financières, une sorte de plan social pour dédommager ces pertes. C'est une solution défaitiste.

Le syndicat Uniterre s'oppose catégoriquement au projet qui équivaut à une destruction massive de la capacité et de l'outil de production agricole suisse. Sans compter les conséquences sociales pour les paysans...

Selon vous, à quoi servirait un tel accord?

Il permettrait de libérer des terres agricoles et faciliterait ainsi la construction de toute la plaine suisse. Il nous inonderait aussi de produits transformés européens, soit une augmentation de 30% des importations dans les secteurs de l'alimentation bon marché, mais d'une qualité douteuse sur le plan social, environnemental et sanitaire.

L'agriculture suisse n'a-t-elle pas les capacités d'affronter la concurrence européenne?

L'économie laitière peut conserver des parts de marché, car les gens sont très attachés à ses produits. Mais les coûts de la main-d'oeuvre dans la production végétale (céréales, fruits et légumes) sont bien plus élevés en Suisse qu'en Europe où l'on trouve des personnes qui travaillent entre 5 et 30 euros par journée!

Pouvoir échanger des biens agricoles suisses avec l'Europe grâce à un accord de libre échange ne présente aucun intérêt?

Non, pas nécessairement! Mais pas sous la bannière simplificatrice du libre échange. Nous n'avons pas besoin de cette idéologie mais de règles qui répondent aux intérêts de la collectivité à long terme. A travers ces négociations agricoles avec l'UE, on évite le débat de fond sur l'avenir de la politique agricole...

Quel est, plus précisément, ce débat de fond?

Le projet d'accord ne fait que prolonger les politiques agricoles 2007 et 2011 de la Confédération. Il s'oriente vers une liquidation douce de l'agriculture. Nous devons en débattre, en nous demandant de quelle agriculture nous avons besoin. Ce débat devra aussi sortir des ornières de la politique politicienne aux accents trop électoralistes et concentrée sur le très court terme.

Doris Leuthard parle de «nouvelles perspectives pour une agriculture spécialisée et de qualité»: qu'en pensez-vous?

C'est insensé! Le marché européen est déjà saturé. La création de nouveaux débouchés y est difficile. Il ne suffira pas de faire de la publicité pour vendre nos produits aux Européens. Bien sûr, il y a des possibilités pour certaines productions de qualité, comme les spécialités fromagères. Mais on arrive déjà à les exporter.

Les mesures de compensations à hauteur de quelques milliards, esquissées par la ministre, ne vous rassurent-elles pas?

C'est impensable de trouver de telles sommes au vu des restrictions budgétaires actuelles... Mais cet argent permettrait effectivement le maintien d'une structure de production.

Quel bilan tirez-vous de la politique agricole actuelle?

Assez positif! Même l'un des plus positifs au niveau mondial, par rapport à la qualité de la production, de la détention des animaux ou des conditions de travail des ouvriers. D'ailleurs, à Genève nous avons le meilleur contrat collectif: 3000 francs pour 50 heures! Ça pourrait être

pire!

La Confédération a réussi à maintenir une agriculture qui arrive à produire près de 55% des besoins alimentaires du pays. De plus, nos instruments douaniers sont intéressants: dans le secteur des fruits et légumes, dès que la production intérieure n'est plus suffisante, on ouvre progressivement les frontières jusqu'à l'ouverture totale.

La politique agricole 2011 (PA 2011) vise une réduction notable des moyens financiers utilisés actuellement pour le soutien du marché. En toile de fond se dessine aussi la volonté de favoriser une meilleure rentabilité économique. Où en êtes-vous dans le suivi de ce dossier?

Nous avons fait des contre-propositions. Mais aucune n'a été prise en compte. On prétend que le marché doit réguler l'agriculture, mais en même temps, des règles administratives font disparaître un certain nombre d'exploitations.

On assiste à la préparation du démantèlement systématique de la structure de production. Nous parvenons tout juste à ralentir ce phénomène. PA 2011 est une attaque contre toutes les exploitations.

Quel avenir justement pour ces exploitations?

Il faut s'organiser! Nous devrions regrouper notre offre (la production d'aliments, ndlr), comme l'OPEP le fait pour le pétrole. C'est ainsi que ses membres arrivent à défendre leurs intérêts. Pris individuellement, de nombreux collègues pensent pouvoir s'en sortir en produisant plus et en baissant les coûts de production. Il faut dépasser cette mentalité d'entrepreneur indépendant qui est un mythe dans le monde agricole. Les réalités de cette production ne sont pas identiques à celles de la production industrielle.

Avez-vous envisagé une forme d'action?

Nous pensons lancer une initiative pour intégrer le concept de souveraineté alimentaire dans la Constitution. Nous avons déjà un article fédéral très sensé qui règle le domaine de l'agriculture. Mais il est mal interprété par l'exécutif. Reconnaître le droit à la souveraineté alimentaire permettrait au peuple de se prononcer sur toutes les décisions en matière de politiques agricoles. Ces questions sont trop importantes pour être laissées entre les mains de négociateurs influencés par les lobbies. I

En lien avec cet article:

«Nous voulons une rémunération équitable des producteurs» [2]

La Journée internationale des luttes paysannes aura lieu le 17 avril prochain. A cette occasion, les Jardins de Cocagne fêteront leur trentième anniversaire. Sur la place de la Navigation, la coopérative maraîchère proposera dès midi une dégustation de sa production. Depuis 1978, Cocagne livre à ses coopérateurs – clients un sac hebdomadaire de fruits et de légumes. Le coopérateur paie une inscription

.....

[1] Le Courrier du 15 mars 2008

[Suisse](#) [3][Marc Menichini](#) [4]